

eu un temps où l'état de l'esprit humain indique avec tant d'évidence la seule possibilité d'institutions purement provisoires, réduites aux objets les plus indispensables, et n'ayant d'autre prétention d'avenir que de faciliter, autant que possible, l'évolution intellectuelle et morale qui devra déterminer enfin une vraie régénération politique. Toute l'élaboration qualifiée de constituante a dès-lors essentiellement consisté, en réalité, à morceler plus ou moins les anciens pouvoirs politiques, à organiser minutieusement entre eux des antagonismes factices et compliqués, à les rendre aussi de plus en plus précaires et amovibles, en les soumettant toujours davantage à des élections temporaires, etc. ; mais sans jamais avoir changé, au fond, faute d'une véritable doctrine sociale, la nature générale du régime ancien, ni l'esprit qui préside à son exercice. En un mot, on s'est surtout occupé de contenir méthodiquement les divers pouvoirs ainsi conservés, au risque de les annuler, et l'on a continué à laisser entièrement indéterminés les principes destinés à diriger leur application effective. Ce travail subalterne et irrationnel, dans lequel la seule division politique vraiment capitale avait même été profondément écartée, a été ensuite pompeusement décoré du nom de constitution, et toujours voué à l'éternelle

admiration de la postérité ! Quoique la durée moyenne de ces prétendues constitutions n'ait été jusqu'ici que de dix ans au plus, chaque nouveau régime, malgré que son premier titre fût toujours l'insuffisance radicale du précédent, n'a jamais manqué jusqu'ici d'imposer, à son tour, sous des peines plus ou moins graves, l'uniforme obligation d'une foi générale à son triomphe absolu et indéfini. C'est ainsi que tous ces vains tâtonnements empiriques, dont la succession, quelle qu'en soit l'invariable monotonie, serait, par sa nature, inépuisable, ont manifesté constamment une déplorable efficacité pour entraver profondément la vraie réorganisation sociale, soit en détournant les forces de l'esprit humain sur de puéres questions de formes politiques, soit aussi en empêchant directement, même par voie d'interdiction légale, les spéculations et les discussions philosophiques qui doivent finalement dévoiler les principes essentiels de cette réorganisation. Par cette double influence, le principal caractère de la maladie a été dissimulé autant que possible, et toute solution graduelle et paisible est devenue presque impraticable. Comment des esprits, dominés par une aberration aussi vicieusement systématique, peuvent-ils se faire illusion au point de se croire exempts de tous préjugés spéculatifs, et

comment osent-ils en proscrire avec dédain l'élaboration rationnelle, lorsque eux-mêmes poursuivent la plus dangereuse et la plus absurde de toutes les utopies politiques, la construction directe d'un système général de gouvernement qui ne reposerait sur aucune véritable doctrine sociale ! Une telle disposition serait, en effet, inexplicable aujourd'hui sans le ténébreux ascendant de la philosophie métaphysique, qui dénature et confond profondément toutes les notions politiques, comme elle le faisait jadis, pendant son triomphe passager, dans les autres ordres de conceptions humaines.

Cette vaine prépondérance métaphysique des considérations purement matérielles, si abusivement qualifiées de pratiques, puisqu'elles conduisent à d'impraticables fictions, n'est pas seulement nuisible, d'une manière directe, au principal progrès politique des sociétés modernes : elle présente aussi, ce qui devrait toucher davantage les gouvernemens, de graves et imminens dangers pour l'ordre proprement dit, comme il est aisé de le reconnaître sommairement. Il en résulte effectivement la tendance universelle à rapporter uniformément tous les maux politiques à l'imperfection des institutions, au lieu de les attribuer surtout aux idées et aux mœurs sociales, qui sont aujourd'hui le siège fondamental de la

maladie principale. De là, les efforts successifs, toujours essentiellement stériles, que nous avons vus jusqu'ici, et que nous reverrons, sans doute, trop souvent encore, pour chercher indéfiniment le remède dans des altérations de plus en plus profondes des institutions et des pouvoirs existans, sans que l'inanité des tentatives antérieures éclaire jamais suffisamment des esprits ainsi fourvoyés, auxquels la moindre modification nouvelle inspirera facilement, quand le mal sera plus vivement senti, une aveugle ardeur vers le funeste renouvellement d'essais analogues : tant sont faibles et infructueuses, surtout en politique, les leçons si vantées de la simple expérience, lorsque les résultats n'en sont point éclairés par une analyse vraiment rationnelle. On ne me supposera point, sans doute, l'intention de condamner ici toute modification politique proprement dite, même prochaine, avant l'époque finale où l'ensemble du système politique devra être entièrement régénéré, d'après l'application graduelle d'une nouvelle doctrine sociale, quand une fois cette doctrine aura été convenablement produite. Des modifications plus ou moins profondes à l'ordre politique actuel deviendront auparavant inévitables, et même indispensables, ne fût-ce qu'afin de rendre cet ordre plus progressif et

mieux compatible avec l'évolution fondamentale, quoiqu'il ne faille pas d'ailleurs attacher, à ces transformations provisoires, une importance prépondérante, et qu'on doive surtout soigneusement empêcher qu'elles ne détournent du but principal. Mais ces modifications elles-mêmes, pour être pleinement conformes à leur vraie destination finale, devront être toujours dirigées par une première élaboration philosophique de l'ensemble de la question sociale. A plus forte raison, leur considération exclusive, ou seulement prépondérante, doit-elle être aujourd'hui regardée comme constituant directement une irrationnelle subversion de la vraie solution générale.

Il est d'ailleurs incontestable, à mes yeux, que cette vicieuse préoccupation des institutions proprement dites, au préjudice des pures doctrines, outre ce qu'elle a maintenant d'évidemment prématuré, engendre aussi d'autres erreurs plus fondamentales, d'une nature permanente, en conduisant, même dans l'avenir social, à régler indéfiniment par l'ordre temporel ce qui dépend surtout de l'ordre spirituel. Par suite de l'aberration fatale qui, depuis trois siècles, a fait universellement négliger cette distinction capitale, les divers gouvernemens européens ont porté l'inévitable peine de leur aveugle participation à

l'établissement d'une telle confusion, en devenant dès lors uniformément responsables de tous les maux des sociétés, de quelque source qu'ils fussent en effet dérivés. Malheureusement, cette illusion est encore plus nuisible à la société elle-même, par les perturbations et les déceptions plus ou moins graves qu'elle y cause fréquemment aujourd'hui. Ce danger n'a jamais été plus évident et plus prononcé qu'à l'égard des attaques violentes et anarchiques dont les discussions contemporaines ont si souvent menacé l'institution fondamentale de la propriété. Après avoir d'abord judicieusement analysé ces critiques déclamatoires, tous les bons esprits devront convenir, ce me semble, que les inconvéniens tant reprochés à cette institution présentent, malgré l'exagération manifeste de plaintes semblables, une irréversible réalité, qui mérite qu'on s'occupe convenablement d'y remédier, autant que le comporte la nature essentielle de l'état social moderne. Mais ils reconnaîtront aussi que les principaux remèdes sont ici nécessairement du ressort direct des opinions et des mœurs, sans que les réglemens politiques proprement dits y soient susceptibles d'aucune efficacité vraiment fondamentale; puisque tout se réduit surtout aux préjugés et aux usages publics qui, d'après une sage ap-

préciation philosophique de l'ensemble du sujet, doivent habituellement diriger, dans l'intérêt social, l'exercice effectif de la propriété, en quelques mains qu'elle réside. On voit ainsi combien est profondément perturbatrice, et en même temps vaine et aveugle, cette tendance universelle des esprits actuels à tout rapporter aux institutions politiques, au lieu d'attendre surtout de la réorganisation intellectuelle et morale ce qu'elle seule peut donner. Les mêmes remarques pourront s'appliquer aux critiques analogues dirigées de nos jours contre l'institution du mariage, et en divers autres cas d'une importance majeure. Partout il sera facile de reconnaître combien est absurde et funeste ce puéril esprit réglementaire qui, uniquement occupé de l'ordre matériel, tendrait au bouleversement total de la société dans la vue d'apporter, à tout prix, à un inconvénient partiel ou mal apprécié, un remède essentiellement illusoire. Telle est néanmoins, à cet égard, la disposition si unanime des intelligences actuelles que les gouvernemens, partageant eux-mêmes l'erreur commune, ne savent habituellement en comprimer le dangereux essor qu'en étouffant brusquement la discussion, aussitôt qu'elle commence à devenir alarmante : mais ce brutal expédient, quoique pouvant être

provisoirement indispensable, ne saurait certainement suffire; il se borne évidemment à ajourner la difficulté, sans la résoudre en aucune manière, ou plutôt en l'aggravant beaucoup.

Ainsi, relativement à l'ordre, autant qu'à l'égard du progrès, il y a de graves et imminens périls, les uns indirects, les autres directs, dans l'hallucination fondamentale qui règne aujourd'hui, avec une si déplorable universalité, sur la vraie nature de la maladie sociale, regardée comme exclusivement physique, tandis qu'elle est surtout morale. Pendant que la théorie est principalement en souffrance, puisque aucune notion sociale n'est aujourd'hui fermement établie, l'esprit humain, détourné de ce premier but essentiel, est étroitement absorbé par l'unique considération de la pratique, où son action, dépourvue de toute direction rationnelle, devient, de toute nécessité, profondément perturbatrice. C'est surtout l'influence de cette aberration générale qui amoindrit de plus en plus, en réalité, la politique actuelle, de manière à n'y permettre qu'une très imparfaite et très précaire satisfaction, soit à l'ordre, soit au progrès, dont les véritables voies sont ainsi directement méconnues. Depuis que les modifications principales des anciennes institutions ont été vainement introduites ou es-

sayées, sans que le malaise fondamental ait cessé de se faire sentir, les idées immédiates de progrès politique tendent ainsi à se restreindre graduellement désormais à de misérables substitutions de personnes, que ne dirige aucun plan véritable, ce qui constitue, pour ainsi dire, la plus honteuse dégradation politique, en tendant d'ailleurs à précipiter évidemment la société dans une incessante succession d'inutiles catastrophes. Pareillement, quant à l'ordre purement matériel, le seul dont on s'occupe aujourd'hui, son maintien habituel se trouve confié à un pouvoir regardé comme hostile, et continuellement affaibli par un antagonisme systématique, dont le développement spontané ne profite le plus souvent qu'à l'esprit d'anarchie, auquel chaque changement politique ouvre, d'ordinaire, de nouvelles voies légales. L'aveugle préoccupation exclusive du point de vue journalier ne permet plus habituellement le concours effectif des divers agens principaux d'un tel mécanisme, qu'à l'instant même où l'apparition directe de l'anarchie matérielle vient suspendre momentanément leurs vaines contestations, qui, après chaque orage, reprennent bientôt leur cours inévitable, jusqu'à ce que cette désorganisation successive détermine enfin une catastrophe, que personne, le plus souvent,

n'a prévue, quelque imminente qu'elle dût sembler à tout observateur clairvoyant. Telles sont, sans doute, nécessairement les conséquences générales de l'irrationnelle disposition qui circonscriit aujourd'hui de plus en plus le champ des combinaisons politiques dans les seules considérations matérielles et immédiates, en écartant toute large spéculation d'avenir social. On peut ainsi juger clairement si l'analyse philosophique, qui représente l'anarchie intellectuelle comme la principale cause originare de notre maladie sociale, est en effet aussi dépourvue d'utilité réelle et directe que l'osent prétendre les vains détracteurs de toute théorie politique.

Un quatrième aspect général, suite et complément naturel des trois précédens, achève enfin de caractériser ici l'ensemble nécessaire de notre déplorable situation sociale, en montrant que la classe d'esprits auxquels une telle situation tend spontanément à conférer aujourd'hui la principale influence politique, doit être, d'ordinaire, profondément incompétente, et même essentiellement antipathique, à l'égard d'une véritable réorganisation : en sorte qu'une dernière illusion fondamentale des sociétés actuelles, et ce n'est pas certes la moins fatale, consiste à attendre vainement la solution du problème, de ceux-là

mêmes qui ne peuvent être propres qu'à l'entraver inévitablement.

Par un premier aperçu de ce sujet, on voit d'abord aisément, d'après les diverses explications précédentes, que la démolition graduelle de toutes les maximes sociales, et, en même temps, l'amoindrissement continu de l'action politique, tendent nécessairement de plus en plus, chez les divers partis actuels, à écarter d'une telle carrière les âmes élevées et les intelligences supérieures, pour livrer surtout le monde politique à la domination spontanée du charlatanisme et de la médiocrité. L'absence de toute conception nette et large de l'avenir social ne permet guère d'essor aujourd'hui qu'à l'ambition la plus vulgaire, à celle qui, dépourvue de toute destination vraiment politique, recherche instinctivement le pouvoir, non pour faire plus utilement prévaloir ses vues générales, mais uniquement comme moyen de satisfaire, le plus souvent, une ignoble avidité, et quelquefois, dans les cas les moins défavorables, un besoin puéril du commandement. A aucune autre époque, sans doute, la médiocrité présomptueuse et entreprenante n'a pu jamais avoir des chances aussi heureuses et aussi étendues. Tant que de vrais principes sociaux ne présideront point, soit à la direction de l'action politique, soit à l'appréciation de son

exercice habituel, le plus absurde charlatanisme pourra toujours, par la magnificence de ses promesses, obtenir, auprès d'une société souffrante, privée de tout espoir rationnel, un certain succès momentané, malgré l'évidente inanité des divers essais antérieurs. Le nivellement provisoire, qui n'a d'autre destination finale que de permettre le libre avènement graduel des vrais organes ultérieurs du nouveau système social, ne sert encore, en réalité, qu'à l'intronisation successive d'éphémères coteries, qui viennent, tour à tour, témoigner, aux yeux du public, de leur profonde insuffisance politique, sans que cette surabondante confirmation puisse jamais écarter de nouveaux compétiteurs analogues, dont la succession serait naturellement inépuisable. D'un autre côté, la dispersion légale de l'action politique, la neutralisation systématique des divers pouvoirs, toujours préoccupés du soin difficile de leur propre conservation actuelle, et enfin les changements personnels devenus de plus en plus fréquents, tout ce concours d'entraves, soit calculées, soit spontanées, ne doit-il pas éloigner avec dégoût toute noble et rationnelle ambition, presque assurée d'avance qu'on lui interdira la plénitude et la continuité d'ascendant indispensables à l'utile réalisation de ses plans généraux? Toutefois, il

ne faut point exagérer, à cet égard, l'intensité ni le danger des obstacles qu'une telle situation présente à la vraie solution de nos difficultés fondamentales. Car, cet état même de demi-convictions et de demi-volontés (1), qui tient à notre anarchie intellectuelle et morale, tend, d'une autre part, à faciliter spécialement d'avance le triomphe universel d'une vraie conception sociale, qui, une fois produite enfin, n'aura à lutter ainsi contre aucune résistance vraiment active, reposant avec force sur de sérieuses convictions. Dès aujourd'hui, cet affaïssement presque universel des esprits et des caractères politiques, cette dissémination et cette divergence presque indéfinies des diverses influences sociales, contribuent, sans doute, beaucoup au maintien de l'ordre matériel, qui, malgré les dangers propres à notre temps, présenterait probablement peu de graves difficultés à une politique rationnelle, vraiment propre à annuler les efforts, même concertés, des différentes coteries politiques, par la prépondérance spontanée de l'action convenable d'un judicieux gouvernement, auquel tant de ressources phy-

(1) Dans ces derniers temps, M. Guizot me semble avoir très bien saisi cette face de notre situation sociale, qu'il a caractérisée, avec une justice vraiment remarquable, en disant : « De nos jours, l'homme veut » faiblement, mais il désire immensément. »

siques sont déjà habituellement prodiguées. Ce serait tomber dans l'exagération satirique que de peindre les sociétés actuelles comme accueillant, de préférence, le charlatanisme et les illusions politiques : rien ne justifierait un semblable reproche, puisque jusqu'ici le choix d'une sage solution ne leur a jamais été permis. Quand il deviendra possible, on verra si l'attrait involontaire de promesses décevantes, et même la puissance naturelle des habitudes antérieures, empêchent en effet notre siècle d'adopter cette nouvelle voie avec une ardeur unanime et soutenue, dont il a déjà donné, à la moindre apparence d'une telle issue, tant d'irréversibles symptômes. Néanmoins, il demeure incontestable, d'après les remarques ci-dessus indiquées, que l'état présent des sociétés modernes tend spontanément à placer la direction habituelle du mouvement politique entre les mains les moins propres à le conduire sagement vers son véritable terme nécessaire. Cet inconvénient capital date réellement de l'origine historique de la situation révolutionnaire, et n'a fait aujourd'hui que se développer de plus en plus avec elle, à mesure qu'elle se caractérisait davantage. Mais, en jetant, sous ce rapport, un coup d'œil général sur l'ensemble de l'histoire intellectuelle, il est aisé, ce me semble, de reconnaître,

sans incertitude, que, pendant les trois derniers siècles, les esprits les plus éminens, dirigés surtout vers les sciences, ont, d'ordinaire, essentiellement négligé la politique, ce qui était loin d'avoir lieu dans l'antiquité, et même pendant le moyen âge. Par suite d'une telle disposition, désormais aussi prononcée que possible, il arrive donc naturellement que les questions les plus profondément difficiles et les plus gravement urgentes sont aujourd'hui livrées aux intelligences les moins compétentes et les plus mal préparées. Il serait, sans doute, inutile d'insister davantage ici sur la tendance directe d'un tel résultat à entraver extrêmement la vraie réorganisation finale des sociétés modernes.

Afin de préciser, autant que possible, cette indispensable observation, il suffit maintenant d'ajouter, d'après une analyse plus spéciale, que la direction intellectuelle du monde politique actuel réside désormais essentiellement, surtout en France, dans la double classe, spontanément homogène, des légistes et des métaphysiciens, ou, pour une plus stricte exactitude, des avocats et des littérateurs. Par un examen historique ultérieur, je montrerai comment, jusqu'à l'avènement de la révolution française, le système général de la politique métaphysique, depuis sa naissance au

moyen âge, avait eu principalement pour organes réguliers, d'une part les universités, d'une autre part les grandes corporations judiciaires; les premières constituant, aussi distinctement que le comportait la nature équivoque de ce régime bâtarde, une sorte de pouvoir spirituel, et les autres possédant plus spécialement le pouvoir temporel. Depuis un demi-siècle, cette constitution fondamentale, essentiellement visible encore dans le reste de l'Europe, a subi, en France, sans cependant y changer nullement de nature, une importante modification générale, qui, malgré le rajournissement passager qu'elle imprime à une telle politique, tend, néanmoins, au fond, à diminuer sa consistance sociale et à accélérer son irrévocable décomposition. Les juges y ont été désormais remplacés par les avocats, et les docteurs proprement dits par les simples littérateurs: c'est toujours le même ordre d'idées, une pareille métaphysique, mais avec des organes plus subalternes. Tout homme, pour ainsi dire, qui sait tenir une plume, quels que soient d'ailleurs ses vrais antécédens intellectuels, peut aujourd'hui aspirer, soit dans la presse, soit dans la chaire métaphysique, au gouvernement spirituel d'une société qui ne lui impose aucune condition rationnelle ou morale: le siège est vacant, chacun est encouragé à s'y



poser à son tour. Pareillement, celui qui, d'après un suffisant exercice, a développé une pernicieuse aptitude absolue à disserter, avec une égale apparence d'habileté, pour ou contre une opinion ou une mesure quelconques, est, par cela seul, admis à concourir, dans le sein des plus éminens pouvoirs politiques, à la direction immédiate et souveraine des plus graves intérêts publics. C'est ainsi que des qualités purement secondaires, qui ne sauraient avoir d'emploi utile, ni même vraiment moral, que par leur intime subordination continue à de véritables principes, sont aujourd'hui devenues monstrueusement prépondérantes : l'expression, écrite ou orale, tend à détrôner la conception. A une époque de convictions indécises et flottantes, il a naturellement fallu des organes caractérisés par le vague de leurs habitudes intellectuelles et par leur défaut habituel d'opinions arrêtées. Cette harmonie générale doit être bien profonde et bien spontanée, pour s'être aussi rapidement et aussi complètement développée, et cela non-seulement à l'égard d'une unique doctrine politique, mais uniformément dans toutes les écoles actuelles, malgré leur extrême opposition : car, il est clair aujourd'hui, en dépit de vaines prétentions, que la politique rétrograde ne se trouve pas moins exclusivement dirigée, d'ordinaire, par des avocats

et des littérateurs, devenus ainsi les patrons de leurs anciens maîtres, que ne le sont, de leur côté, la politique stationnaire, et même la politique révolutionnaire, d'où dérive primitivement cette dernière modification de l'état métaphysique, ainsi que je l'expliquerai plus tard. Quoi qu'il en soit, si une telle phase ne devait pas être nécessairement passagère, elle constituerait, ce me semble, la plus honteuse dégénération sociale, en investissant à jamais de la suprématie politique des classes aussi évidemment vouées, par leur nature, à la subalternité, dans tout ordre vraiment normal. En plaçant ainsi, en première ligne, les talens d'élocution ou de style, la société fait aujourd'hui, pour les questions les plus fondamentales qu'elle puisse jamais agiter, ce qu'aucun homme sensé n'oserait habituellement tenter à l'égard de ses moindres affaires personnelles. Doit-on s'étonner que, par une semblable disposition, elle tende de plus en plus à constituer l'entière domination des sophistes et des déclamateurs ? Par quelle étrange inconséquence peut-on si fréquemment déplorer leur pernicieuse influence, après leur avoir ainsi presque exclusivement ouvert, à l'unanimité sollicitation des partis les plus contraires, toutes les grandes voies politiques ? Cette indication sommaire suffit ici pour montrer nettement à quel

funeste degré la marche radicalement vicieuse suivie jusqu'à présent dans l'élaboration intellectuelle de la réorganisation sociale, a été spontanément aggravée, en réalité, par le choix profondément irrationnel des organes correspondans. Quoique l'irrésistible ascendant d'une doctrine vraiment adaptée à l'état présent de la civilisation, doive nécessairement surmonter un tel obstacle, comme tous les autres, ce ne sera pas cependant l'un de ses moindres embarras pratiques que d'avoir à lutter ainsi contre la prééminence provisoire des classes actuellement en possession de la confiance publique. On peut, toutefois, compter sur le peu de cohésion propre aux divers élémens généraux d'un pouvoir aussi vaguement constitué pour seconder, par leur inévitable discordance, l'essor naturel du système final; l'influence politique des avocats, quelque prépondérante qu'elle soit aujourd'hui, sera, sans doute, encore plus aisément ruinée que ne l'a été celle des juges, quand elle pourra être enfin convenablement attaquée, d'une manière directe, dans ses fondemens essentiels.

Cet examen sommaire des principaux traits caractéristiques de notre situation sociale, a suffisamment confirmé l'analyse fondamentale, ci-dessus expliquée, des divers élémens généraux qui la constituent; les effets se sont successivement

montrés en pleine harmonie avec ce que les causes devaient faire prévoir. Nous pouvions déjà regarder ici comme suffisamment démontré qu'aucune des doctrines politiques existantes ne contient de solution possible à la grande crise des sociétés modernes : nous avons, en outre, reconnu maintenant que chacune d'elles, par des voies qui lui sont radicalement propres, tend nécessairement à faire prédominer des dispositions intellectuelles, aussi étroites qu'irrationnelles, directement contraires à la nature du problème, même à l'égard de l'objet trop exclusif qu'elle y poursuit spécialement. Il est d'ailleurs évident que les sentimens développés respectivement par ces différentes doctrines, ne sont pas, en général, plus satisfaisans que les idées correspondantes. D'abord, chaque doctrine, quoique ralliant très imparfaitement ses propres partisans, leur inspire inévitablement une violente antipathie générale contre toute autre école, dont ils ne pourraient sans inconvénience reconnaître le mérite propre; une doctrine vraiment rationnelle et complète pourra seule, tout en conservant son indépendante originalité, inspirer ultérieurement des dispositions plus équitables et plus conciliantes. Mais il faut, en outre, remarquer surtout, à ce sujet, que si l'une quelconque de ces doctrines politiques, et la doctrine

révolutionnaire plus qu'aucune autre, en tant que déterminant d'actives convictions, profondes quoique partielles, peut développer, dans les âmes élevées des sentimens vraiment généreux de différentes natures; d'un autre côté, il n'est pas, malheureusement, moins certain que, chez le vulgoire, chacune d'elles, tend moralement à exercer, de diverses manières, une influence anti-sociale très prononcée. Ainsi, la politique révolutionnaire tire, sans doute, sa principale force morale de l'essor, très légitime quoique souvent exagéré, qu'elle a la propriété d'imprimer à l'activité individuelle; néanmoins, même indépendamment d'un indisciplinable orgueil ainsi soulevé, on ne peut se dissimuler que sa redoutable énergie ne repose aussi, en partie, sur sa tendance spéciale au développement spontané et continu de ces sentimens de haine et même d'envie contre toute supériorité sociale, dont l'irruption, libre ou contenue, constitue une sorte d'état de rage chronique, très commun de nos jours, même en d'excellens naturels, où il aggrave beaucoup l'irrationnelle influence, déjà si pernicieuse, d'une disposition d'esprit trop exclusivement critique. De même, la politique rétrograde, de moins en moins compatible avec de vraies convictions chez toute intelligence un peu cultivée, tend directement, malgré

ses vaines prétentions morales, à développer éminemment ces dispositions à la servilité et à l'hypocrisie, dont son règne passager nous a offert tant d'éclatans témoignages. Enfin, la politique stationnaire, outre la sanction implicite que sa doctrine de neutralisation accorde nécessairement aux vices simultanés des deux doctrines extrêmes, exerce aussi, d'une manière plus spéciale, une influence morale non moins désastreuse, par l'appel plus direct qu'elle ne peut éviter de faire, dans son application continue, aux instincts d'égoïsme et de corruption. La vaine opposition de nos diverses écoles politiques n'est donc pas moins pernicieuse sous le rapport moral que sous le rapport intellectuel : à l'un et à l'autre titre, elles tendent également à détourner la société des véritables voies d'une réorganisation finale. Si, intellectuellement envisagées, elles concourent à développer l'anarchie, il n'est pas moins incontestable que, considérées moralement, elles poussent ensemble à la discorde. Les uns, dans l'intérêt exclusif de leur propre conservation politique, au lieu de comprimer, chez les classes dirigeantes, une tendance à l'égoïsme et à la séparation, trop prépondérante aujourd'hui, s'efforcent de lui donner artificiellement un essor monstrueux, en osant leur représenter les prolétaires comme des sau-

vages prêts à les envahir; en même temps, par une réaction funeste quoique inévitable, les autres entreprennent de précipiter aveuglément les masses contre leurs véritables chefs naturels, sans l'indispensable coopération desquels elles ne sauraient nullement accomplir les améliorations fondamentales qu'elles doivent si légitimement poursuivre dans leur condition sociale. C'est ainsi que, par un désastreux concours, tous les partis actuels tendent, en divers sens, à éterniser, en l'aggravant sans cesse, la douloureuse situation sociale des peuples les plus civilisés.

De telles conclusions préliminaires doivent produire d'abord une anxiété profondément pénible sur l'issue réelle que peut finalement comporter une semblable situation. Il faut peu s'étonner que des esprits généreux, et même éminens, mais irrationnels et surtout mal préparés, aient été quelquefois conduits aujourd'hui, par la contemplation trop exclusive d'un pareil spectacle, à une sorte de désespoir philosophique relativement à l'avenir social, qui devait leur sembler rapidement entraîné, par une invincible fatalité, soit vers un ténébreux et irrévocable despotisme, soit surtout vers une indéfinissable et imminente anarchie, soit enfin vers une déplorable alterna-

tive périodique de l'un à l'autre état. Une analyse peu approfondie de l'époque actuelle, et de ses antécédens immédiats, doit, en effet, inspirer des craintes analogues, en dirigeant une attention prépondérante sur le mouvement de décomposition, qui s'y trouve nécessairement beaucoup plus apparent que celui de régénération. L'étude de ce volume produira, j'espère, avec une pleine évidence, chez tout lecteur attentif et convenablement disposé, la consolante conviction que, par une progression contraire, dont la réalité n'est pas moins irrécusable, l'élite de l'espèce humaine, en résultat nécessaire et final de l'ensemble de ses diverses évolutions antérieures, touche aujourd'hui à l'avènement direct de l'ordre social le mieux adapté à sa nature, à cette seule condition indispensable que les élémens essentiels, déjà préexistans, d'une telle organisation définitive, soient désormais, malgré les obstacles que présente leur dispersion actuelle, irrévocablement assemblés en un système général, par une philosophie politique vraiment digne de cette mission fondamentale. Il ne s'agit, en ce moment, pour compléter cette introduction, que de faire pressentir ici quel doit être nécessairement le caractère intellectuel de cette salutaire philosophie, dont le développement dogmatique sera ensuite graduellement exposé.

Or, cette première indication ressort, ce me semble, avec une évidente spontanéité, de la grande démonstration préalable que je viens d'expliquer dans ce long préambule. Il suffit, pour cela, de replacer maintenant à jamais l'esprit du lecteur au point de vue général qui caractérise ce Traité, et que j'avais dû écarter ici momentanément afin d'exécuter, avec une convenable efficacité, cette indispensable excursion préliminaire dans le domaine ordinaire de la politique proprement dite. Car, la philosophie théologique et la philosophie métaphysique ayant seules librement entrepris jusqu'ici d'opérer la réorganisation politique des sociétés modernes, de manière à constater pleinement, d'après l'ensemble des explications précédentes, et par la voie expérimentale, et par une analyse rationnelle, leur profonde inanité nécessaire à l'égard d'une telle destination, il s'ensuit évidemment, ou que le problème ne comporterait réellement aucune solution, ce qui serait absurde à penser, ou qu'il ne nous reste plus qu'à recourir à la philosophie positive, puisque l'esprit humain a désormais vainement épuisé, en essais surabondans, toutes les autres voies intellectuelles, à moins qu'on ne parvint à créer un quatrième modé fondamental de philosopher, utopie trop extravagante pour mériter la moindre discussion. D'un autre

côté, l'ensemble des trois premiers volumes de ce Traité nous a clairement prouvé, de la manière la plus complète et la plus décisive, que, dans son évolution graduelle, et surtout pendant le cours des trois derniers siècles, cette philosophie positive a successivement opéré, à l'unanime satisfaction finale du monde intellectuel, la réorganisation totale des divers ordres antérieurs de conceptions humaines, qui avaient jadis si long-temps persisté, et quelques-uns jusqu'à une époque très récente, dans un état parfaitement équivalent à celui qu'on déplore aujourd'hui, à bon droit, envers les idées sociales, et qui, avant une telle rénovation, étaient aussi généralement regardés, par l'opinion contemporaine, comme indéfiniment condamnés, par leur nature, à n'en pouvoir sortir. Or, comment une philosophie qui n'est, certainement, ni anarchique, ni rétrograde, à l'égard des notions astronomiques, physiques, chimiques, et même biologiques, deviendrait-elle nécessairement, par une subite et étrange subversion, l'un ou l'autre, à l'égard des seules notions sociales, si elle y peut être convenablement appliquée? A quel titre, d'ailleurs, cette dernière catégorie d'idées pourrait-elle être rationnellement exceptée d'une telle application, qui a graduellement embrassé jusqu'ici toutes les catégories moins compliquées, y

compris celle qui s'en rapproche immédiatement? Ou plutôt, serait-il possible que, dans son inévitable développement continu, la méthode positive ne finit point par s'étendre aussi, de toute nécessité, à ce dernier complément naturel de son domaine fondamental? Ainsi, en rapprochant les conclusions sociales déjà motivées dans ce discours du résultat philosophique général de l'ensemble des trois volumes précédens, on voit que l'analyse politique et l'analyse scientifique concourent directement, avec une irrécusable spontanéité, à démontrer que la philosophie positive, convenablement complétée, est seule capable de présider réellement aujourd'hui à la réorganisation finale des sociétés modernes. Quelque profonde conviction qui me lie à ma manière d'accomplir cette grande tâche philosophique, je tiens infiniment à séparer soigneusement d'avance ce principe capital, qui me paraît déjà suffisamment irrécusable, d'avec le mode effectif de réalisation que je vais tenter dans ce volume, afin que, lors même qu'une telle tentative serait finalement condamnée, la raison publique n'en tirât aucune induction défavorable contre une méthode seule susceptible d'opérer tôt ou tard le salut intellectuel de la société, et se bornât seulement à prescrire, à de plus heureux successeurs, des essais plus efficaces dans la

même direction. En tous genres, et surtout en ce cas, la méthode est encore plus importante que la doctrine elle-même. C'est pourquoi, avant de terminer cette longue introduction, je crois devoir présenter sommairement, à cet égard, quelques dernières considérations préalables.

Tout parallèle direct et spécial de cette nouvelle philosophie politique avec les théories sociales actuelles serait ici essentiellement prématuré, jusqu'à ce que son véritable esprit général ait pu être suffisamment caractérisé. Si je n'ai point manqué mon but, à mesure que la politique positive se développera graduellement dans le cours de ce volume, sa supériorité nécessaire et croissante sur toute autre manière de traiter ces questions se manifesterait spontanément de plus en plus aux yeux du lecteur attentif, sans exiger presque jamais aucune comparaison formelle. Néanmoins, en continuant encore à écarter provisoirement toute appréciation scientifique proprement dite, et restant toujours au point de vue purement politique, seul convenable à cette introduction, je crois devoir, afin de mieux marquer ici la destination finale d'une telle opération philosophique, indiquer, dès ce moment, d'une manière directe mais simplement générale, sa relation nécessaire avec le double besoin fondamental de notre époque.

L'inévitable ascendant graduel d'une semblable doctrine sociale résultera surtout de sa parfaite cohérence logique dans l'ensemble de ses applications, propriété éminemment caractéristique, dont je ne saurais trop recommander la considération prépondérante, comme pouvant, mieux qu'aucune autre, lier intimement le point de vue politique au point de vue scientifique. Directement appliquée à l'état présent de la civilisation, la politique positive en embrassera simultanément tous les aspects essentiels, et fera cesser enfin cette déplorable opposition actuelle, ci-dessus appréciée, entre les deux ordres généraux de nécessités sociales, dont la commune satisfaction dépendra dès-lors d'un même principe. Non-seulement la politique contemporaine prendra désormais par là, dans toutes ses diverses parties, un caractère homogène et rationnel, qui semble aujourd'hui radicalement impossible : mais, en outre, on reconnaîtra, j'espère, avec une pleine évidence, que la même conception qui aura ainsi complètement coordonné le présent, l'aura aussi profondément rattaché à l'ensemble du passé, de manière à établir directement une exacte harmonie générale dans le système total des idées sociales, en faisant spontanément ressortir l'uniformité fondamentale de la vie collective de l'humanité ; car cette concep-

tion ne pourra, par sa nature, être transportée à l'état social actuel, qu'après avoir préalablement subi l'épreuve générale, non moins décisive qu'indispensable, d'expliquer, sous le même point de vue, la suite continue des principales transformations antérieures de la société. Il importe de noter ici cette nouvelle condition, sans laquelle aucune vraie philosophie politique ne saurait évidemment exister, et qui, néanmoins, est si hautement négligée par toutes les écoles actuelles. Ce n'est point uniquement, en effet, comme on le croit d'ordinaire, la doctrine critique qui mérite nécessairement un tel reproche, en ne s'occupant essentiellement du passé que pour envelopper, dans une aveugle réprobation commune, tous les temps antérieurs à l'époque révolutionnaire. L'école rétrograde elle-même, malgré ses vaines prétentions à cet égard, et quoique ayant produit une certaine explication, d'ailleurs très vague et fort arbitraire, de l'ensemble du passé, se montre aujourd'hui radicalement impuissante à prolonger sa théorie historique jusqu'au seul point où elle pourrait acquérir une véritable importance politique en liant le présent au passé : en-courant, en sens inverse, le même blâme général qu'elle impute justement à son antagoniste, elle se borne à maudire uniformément la situation

fondamentale des sociétés modernes depuis trois siècles, qui ne lui paraît intelligible qu'en y supposant l'humanité parvenue, on ne sait comment, à une sorte de manie chronique, incurable à moins d'une miraculeuse intervention spéciale de la providence (1). Cette subordination rationnelle de l'humanité à une même loi fondamentale de développement continu, qui représente l'évolution actuelle, quelle qu'en soit l'importance prépondérante, comme le résultat nécessaire de la suite graduelle des transformations antérieures, constituera certainement une propriété exclusive et spontanée de la nouvelle philosophie politique, qui se bornera, sous ce rapport, à étendre enfin aux phénomènes sociaux l'esprit général qui déjà

(1) Cette disposition caractéristique de l'École catholique actuelle ne m'a jamais paru plus décisive qu'en l'observant chez l'illustre de Malatesta, dont l'éminente supériorité philosophique n'a pu le préserver de cette capitale inconséquence, nécessairement propre à sa doctrine. Tout lecteur judicieux a dû être vivement choqué, à ce sujet, de l'étrange contraste que présentent la force et la netteté vraiment admirables avec lesquelles l'auteur du *Pape* vient d'expliquer l'esprit fondamental de la politique du moyen âge, comparées à l'incohérence et à la frivolité de son irrationnelle appréciation des trois derniers siècles, où la société lui paraît subir brusquement une transformation tout-à-fait imprévue et inconcevable, sans aucunes racines antérieures. Le ton général de l'auteur, jusque alors grave et digne, devient aussitôt dédaigneux et même violent : finalement, un ouvrage qui a commencé par l'analyse très rationnelle des conditions nécessaires de tout ordre spirituel, vient deplorablement aboutir à une invocation formelle, aussi puérile que mystique, à la vierge Marie!

domine à l'égard de tous les autres phénomènes naturels. Pour achever d'apprécier sommairement la cohérence et l'homogénéité qui devront inévitablement caractériser cette philosophie, il suffit de remarquer, en dernier lieu, que, en même temps qu'elle établira ainsi, soit au présent, soit au passé, la plus parfaite liaison dans le système entier des diverses notions sociales, elle rattachera ce système, d'une manière aussi directe qu'indissoluble, à l'ensemble total de la philosophie naturelle, qui, dès lors complétée par cette indispensable extension, réalisera désormais un état permanent et définitif d'unité intellectuelle jusque alors essentiellement chimérique, où tous les divers ordres principaux de conceptions humaines, irrévocablement soumis à une même méthode fondamentale, présenteront, envers tous les phénomènes possibles, une suite rationnelle de lois homogènes, qu'une rigoureuse hiérarchie scientifique ne cessera point de coordonner exactement. Quoique la considération de cette solidarité nécessaire doive, sans doute, paraître surtout scientifique, j'ai cependant jugé indispensable de la signaler dès ce moment, à cause de la puissante influence par laquelle une telle liaison tend évidemment à seconder l'ascendant graduel de la nouvelle philosophie politique. Car, la politique



positive trouvera ainsi spontanément, chez tous les esprits, un point d'appui général, dont l'importance ne peut que s'accroître, et qui servira de base naturelle à son essor universel. Dans l'état irratiounel et désordonné de nos idées politiques, on ne peut guère soupçonner aujourd'hui quelle serait bientôt l'irrésistible énergie d'un mouvement philosophique, où l'entière rénovation de la science sociale serait dirigée par ce même esprit dont la supériorité est unanimement reconnue à l'égard de toutes les autres catégories de notions réelles.

Telle est donc la principale propriété que doit caractériser cette nouvelle philosophie politique. C'est surtout ainsi que, même chez les esprits les plus rebelles, elle devra nécessairement rencontrer certains points, plus ou moins étendus, d'un contact véritable, d'où son homogène développement saura toujours faire ressortir, de diverses manières, une suffisante régénération intellectuelle, en s'adaptant, sans répugnance et sans effort, aux convenances spéciales de chaque cas principal. Elle seule aujourd'hui peut vraiment parler à chaque classe de la société, à chaque parti politique, le langage le plus propre à faire pénétrer une vraie conviction, et maintenir néanmoins, à l'abri de toute altération, l'invincible originalité

supérieure de son caractère fondamental. Seule elle peut, exempte de faiblesse comme d'inconséquence, embrassant, d'un point de vue suffisamment élevé, l'ensemble de la question sociale, rendre spontanément, à chacune des écoles les plus opposées, une exacte justice, pour ses services réels, soit anciens, soit même actuels. Nulle autre doctrine ne saurait maintenant, en rappelant, avec autorité, à chaque parti, la destination propre dont il s'honore, prescrire habituellement l'ordre au nom du progrès, et le progrès au nom de l'ordre; de telle sorte que les deux classes de recommandations se fortifient l'une l'autre, au lieu de tendre à s'annuler réciproquement, comme on le voit encore, par l'irrationnelle opposition que la politique stationnaire établit nécessairement entre elles. Pure, d'ailleurs, de tous les divers torts antérieurs, cette politique nouvelle ne doit craindre aucun reproche de tyrannie rétrograde, ni d'anarchie révolutionnaire. On ne pourra l'accuser que de nouveauté : elle répondra d'abord par l'évidente insuffisance de toutes les théories existantes, et ensuite en rappelant que, depuis deux siècles, le même esprit positif ne cesse, à d'autres titres, de fournir d'irrécusables preuves de sa prééminence nécessaire (1).

(1) Seul placé jusqu'ici à ce nouveau point de vue de philosophie

Considérée surtout quant à l'ordre, la politique positive n'aura, sans doute, jamais besoin d'aucune apologie directe, pour quiconque aura suffisamment apprécié, d'après l'ensemble des parties antérieures de ce *Traité*, quelle est, à cet égard, la tendance nécessaire d'une telle philosophie, à quelque catégorie d'idées qu'elle s'applique. La science réelle, envisagée du point de vue le plus élevé, n'a, en effet, d'autre but général que d'établir et de fortifier sans cesse l'ordre intellectuel, qui, on ne saurait trop le rappeler, est la pré-

politique, on me pardonnera, j'espère, à ce titre, de citer ici mon expérience personnelle.

Profondément imbu, de bonne heure, comme je devais d'abord l'être, de l'esprit révolutionnaire, envisagé dans toute sa portée philosophique, je ne craignais pas néanmoins d'avouer, avec une sincère reconnaissance, et sans encontre aucun juste accusation d'inconscience, la salutaire influence que la philosophie catholique, malgré sa nature évidemment rétrograde, a ultérieurement exercée sur le développement normal de ma propre philosophie politique, surtout par le célèbre *Traité du Pape*, non-seulement en me facilitant, dans mes travaux historiques, une saine appréciation générale du moyen âge, mais même en fixant davantage mon attention directe sur des conditions d'ordre éminemment applicables à l'état social actuel, quoique conçues pour un autre état. Je crois, de même, avoir déjà suffisamment prouvé, par le caractère général de ce long discours préliminaire, que la politique positive peut être pleinement équitable envers la politique rétrograde et la politique révolutionnaire, sans leur faire aucune vaine concession de principes, et sans qu'une telle disposition mise davantage à la fermeté de son langage qu'à la netteté de ses vues. Quoique l'esprit positif doive nécessairement s'assujétir d'abord à tout expliquer, il ne saurait s'interdire une exacte appréciation finale, d'autant plus décisive qu'elle a été mieux motivée.

mière base indispensable de tout autre ordre véritable. Quoique ce ne soit point ici le lieu convenable de traiter directement cette question fondamentale, ultérieurement réservée, je ne puis m'abstenir d'indiquer combien le désordre répugne profondément à l'esprit scientifique proprement dit, qui lui est certainement beaucoup plus antipathique, par sa nature, que l'esprit théologique lui-même, comme le savent aujourd'hui tous ceux qui ont un peu approfondi l'une et l'autre philosophie. À l'égard des idées politiques, l'expérience a désormais suffisamment prouvé que la méthode positive peut seule aujourd'hui discipliner réellement des intelligences devenues de plus en plus rebelles à l'autorité des hypothèses métaphysiques aussi bien qu'à l'emploi des fictions théologiques. Ne voyons-nous pas, au contraire, ce même esprit actuel, si vainement accusé de tendre au scepticisme absolu, accueillir toujours, avec un avide empressement, la moindre apparence de démonstration positive, lors même qu'elle est encore prématurée? Pourquoi en serait-il autrement envers les notions sociales, où le besoin de fixité doit être certes encore mieux senti, si en effet elles peuvent enfin être dominées aussi par l'esprit positif? Le sentiment fondamental des lois naturelles invariables, fondement primitif de toute idée d'ordre,